

Programme de relance impératif

S'il ne réagit pas maintenant avec un troisième programme de relance, l'Etat deviendra le principal tueur d'emplois du pays! Interview de Daniel Lampart, économiste en chef à l'Union syndicale suisse

Avec leur politique de dépenses et de recettes, les pouvoirs publics de Suisse - de la Confédération aux communes, en passant par les cantons - vont détruire 50 000 emplois en 2010. Cela, bien sûr si le troisième programme de relance ne redresse pas radicalement la barre. A cet égard, l'Union syndicale suisse (USS) vient de présenter quatre revendications. La première est une compensation de l'explosion des primes versées aux caisses maladie (3 milliards), les enfants ne devant plus payer de primes du tout et les jeunes adultes n'ayant pas à subir les nouvelles hausses des leurs. La deuxième consiste en un programme d'investissement (5 milliards) pour compenser les effets de la politique d'austérité

des cantons et des communes. Avec la troisième, il s'agit d'anticiper l'adaptation des rentes AVS en 2010 et la quatrième est un train de mesures destinées à la formation continue. Précisions avec l'économiste en chef de l'USS, Daniel Lampart.

questions réponses

L'USS veut un programme qui dépasse nettement les 8 milliards de francs. Est-ce bien nécessaire? De fait, le nombre des personnes au chômage a diminué pour la première fois en mai dernier, non?

Les perspectives sont très sombres. Le Centre de recherches

conjoncturelles de l'Ecole polytechnique de Zurich, le KOF, a adapté à la baisse ses prévisions. Il prévoit qu'en 2010, 250 000 personnes seront au chômage, un nouveau «record» pour notre pays. Que le chômage ait reculé en mai s'explique par des raisons saisonnières: lorsqu'il fait plus chaud, on construit plus. Cela devrait encore être le cas en juin. Mais au plus tard en automne, la situation va devenir dramatique. En plus, les jeunes ayant terminé un apprentissage chercheront aussi un emploi. Si l'Etat ne réagit pas maintenant, il deviendra le principal tueur d'emplois du pays!

Le vaste programme de relance demandé par l'USS doit redonner du souffle à l'économie. Mais à long

terme, ne va-t-il pas constituer une charge pour les jeunes qui deviendront alors les victimes de ses effets?

Durant la reprise, la Confédération a, en plus de ce qui était prévu par le frein à l'endettement, encaissé presque 8,5 milliards de plus que ce qu'elle a dépensé. Cet argent est là. On peut donc le dépenser. La Confédération doit une bonne fois respecter ce que la Constitution fédérale lui commande de faire. A savoir: freiner pendant les périodes fastes pour que l'inflation n'augmente pas, mais combattre le chômage pendant les périodes difficiles.

L'USS demande 3 milliards pour compenser l'explosion des primes versées aux caisses maladie. N'est-ce pas là jeter l'argent par les

fenêtres, alors que l'on n'a pas encore résolu les problèmes en matière de santé?

Cela fait longtemps que l'USS a présenté diverses propositions pour baisser les coûts dans ce secteur. Il faut désormais les réaliser. Malheureusement, l'explosion des primes de l'an prochain est la conséquence d'anciens coûts, et d'astuces comptables dues au conseiller fédéral Pascal Couchepin. Impossible de lutter contre ces hausses en abaissant les coûts. Il faut procéder à des réductions des primes pour que les ménages puissent un tant soit peu conserver leur actuel niveau de consommation et que la conjoncture ne soit pas définitivement étouffée.

USS - Infos

Espagne: les immigrés s'organisent

Le Syndicat des ouvriers agricoles d'Andalousie forme les travailleurs, pour la plupart africains et sans papiers, à devenir des relais dans leurs communautés. Une soirée de soutien a récemment été organisée à Genève

«Nous sommes les seuls à nous occuper des travailleurs immigrés dans la région d'Almeria, sans recevoir aucun sou de l'Etat», s'empare Abdelkader Chacha, directeur de la section d'El Ejido du Syndicat des ouvriers agricoles d'Andalousie (SOC). A l'entendre, il n'est pas bien vu de militer pour les droits des clandestins en Espagne, surtout depuis que le Gouvernement procède à des contrôles d'identité, des fouilles et des expulsions de plus en plus fréquents.

Pourtant, seuls les immigrés s'échinent à ramasser tomates et fraises sous l'implacable soleil d'Andalousie, dans la plus grande concentration mondiale de serres en plastique qui s'étendent, à perte de vue, sur 40 000 hectares. Ils seraient 150 000 aujourd'hui, pour la plupart des Africains et des Maghrébins sans papiers, à produire trois cent mille tonnes de légumes par an, dont la moitié sont exportés vers l'Europe.

«Jusqu'au début 2007, les salaires de nos syndicalistes permanents venaient du siège de Séville, continue Chacha. Ensuite les problèmes de financement ont commencé, à cause de l'activisme du SOC, dont la section de Séville se heurte ouvertement au Gouvernement en expropriant et redistribuant les terres des latifundistas, les grands propriétaires terriens. C'est un syndicat très engagé qui s'est attiré les foudres de tous.» Des activistes du SOC, surtout marocains, sont régulièrement victimes d'agressions racistes dans la région d'Almeria et certains ont même été assassinés.

Solidarité internationale

Cette défection étatique contraste avec un élan croissant de solidarité internationale qui permet au SOC, tant bien que mal, d'ouvrir des antennes dans des villages dispersés et de mettre sur pied des cours de formation. Parmi les partenaires, le Forum civique européen, présent à Almeria pendant le pogrom antimarocain de 2000, où des milliers de personnes ont participé à la «chasse aux Maures», faisant une soixantaine de blessés et détruisant des magasins et des habitations. Le SOC bénéficie aussi d'un comité de soutien à Genève, emmené par Alvina Garcia, une «secunda» genevoise touchée par les conditions des immigrés dans son pays d'origine. «Pour moi, ça a été une prise de conscience et un coup de

cœur», confie la jeune Espagnole, qui organisait récemment une soirée de soutien dans un café de Genève.

Un comité de solidarité et d'action s'est aussi mis en place à Arles, en 2004, comprenant le Forum civique européen, le Codetras (Collectif de défense des travailleurs étrangers dans l'agriculture), le Groupe Méditerranée d'Attac et la Ligue des droits de l'homme. Il a lancé une grande campagne européenne de collecte de fonds pour aider le syndicat à ouvrir des locaux à Almeria. En Suisse, le SOC est soutenu par la Communauté genevoise d'action syndicale.

Formation au droit du travail et à l'action syndicale

«Nous avons dit aux travailleurs, dont beaucoup sont analphabètes et parlent

à peine l'espagnol: stop! Il faut que vous soyez acteurs de votre propre destin, que vous sachiez vous défendre malgré les fortes pressions de l'administration, continue Spitou Mendy, syndicaliste sénégalais. Dans chaque village, nous avons formé des groupes d'apprentis syndicalistes qui vont servir de relais pour multiplier l'information au niveau des camarades.» Concrètement, une vingtaine de travailleurs ont été initiés au droit du travail, à l'action et la communication syndicale. «Nous leur expliquons qu'un bon contrat stipule une embauche de telle à telle date et non «jusqu'à la fin de la récolte». Car celle-ci peut se terminer à tout moment et le travailleur se retrouver sans emploi et sans aucun juge pour lui donner raison.

Le SOC aide aussi les ouvriers agricoles à comprendre la loi sur les étrangers,

qui permet la régularisation au bout de trois ans ininterrompus de séjour en Espagne. Mais pour l'obtenir il faut toute une panoplie de papiers - certificat de domicile, carte médicale, compte bancaire - que le travailleur n'est pas toujours en mesure de fournir.

«Nous leur apprenons à faire valoir leurs droits, continue le dynamique Sénégalais. Nous sortons la charte des droits de l'homme pour les convaincre qu'ils ne sont pas des personnes de seconde zone, malgré les politiques restrictives de l'Union européenne. Beaucoup étaient prêts à se jeter à la mer pour arriver en Espagne, mais ensuite ils ont déchanté!... Il faut que chaque ouvrier soit prêt à se battre à armes égales avec son patron. Il doit se dire: je veux un côté plus humain dans ce contrat, sinon je sais où porter plainte.»

Abdelkader estime que les premiers résultats de la formation, lancée au début de l'année, sont déjà visibles: «On observe un changement. Les gens sont mieux informés et la situation s'améliore, même si nous ne sommes qu'une poignée et manquons cruellement de moyens.»

A ce jour, une vingtaine de participants sont inscrits au cours, dont le coût est estimé à 3000 euros par personne. La soirée genevoise devrait ramener quelque 12 000 francs.

InfoSud/Isolda Agazzi



Ils militent pour la cause des immigrés. De g. à dr. Spitou Mendy, syndicaliste, Alvina Garcia, organisatrice de la soirée de soutien à Genève et Abdelkader Chacha, directeur de la section d'El Ejido du Syndicat des ouvriers agricoles.